

# Économie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE - Mars 2020 - Rédac chef: P. Le Scouëzec

Edito

## Quand le blé sort, l'argent rentre !

Fin janvier 2020, les céréaliers picards ont lancé un « cri d'alarme » contre les conséquences pour leur blé du blocage des ports de Rouen et du Havre, en lutte contre la réforme des retraites. Leurs voix se mêlaient ainsi à celle du Medef et du gouvernement pour faire croire que l'économie française était en péril, simplement parce que des salariés étaient en grève pour faire reconnaître la pénibilité de leur travail.

Ce sujet reste un des dossiers brûlants de la réforme des retraites. En revanche, plus de nouvelles des agriculteurs. Eux qui, en Picardie, sont les derniers à se mettre au bio mais les plus riches, fournissant un bon bataillon des assujettis picards à feu l'ISF, voient le cours du blé grimper et ont décroché fin janvier un marché en Égypte. Bref, quand on ne les entend plus, c'est que tout va bien. Le silence a toujours fait bon ménage avec les affaires.

## Le chiffre du mois

**1,86.** C'est le nombre moyen d'enfants par femme en Picardie en 2019. Cet indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) est voisin de celui observé au plan national (1,87). Il est cependant fort différent selon les départements. L'Aisne et l'Oise se situent au vingtième rang de la France métropolitaine avec un taux de 1,93, tandis que la Somme n'apparaît qu'à la 83ème place avec un taux de 1,69. Dans ce cas, deux raisons expliquent le phénomène : le vieillissement de la population et le départ d'une partie de la population qui conduisent à réduire le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants.

## Les Picards vivent moins longtemps

Coronavirus ou pas, l'espérance de vie des Picards est nettement plus courte que celle des autres Français. Ainsi, en 2019, la durée de vie moyenne des hommes de l'Oise était de 78,7 ans, soit un an de moins qu'au plan national (79,7 ans), et de 77,3 ans et 76,9 ans dans la Somme et l'Aisne, soit presque 2,5 ans et 3 ans de moins qu'un Français moyen, en recul même par rapport à 2018 pour ces deux derniers départements !

Cet indicateur classe les départements, respectivement, au 73<sup>e</sup>, 97<sup>e</sup> et 100<sup>e</sup> rang national (sur 103), et donc dans les toutes dernières places pour la Somme et l'Aisne, derrière même une partie de l'Outremer !

Pour l'espérance de vie des femmes, la situation est encore plus catastrophique. On vit, en moyenne, 84,6 ans dans l'Oise, soit un an de moins qu'au plan national (85,6 ans), mais seulement 83,7 ans dans la Somme et 83,4 ans dans l'Aisne, soit 2 de mois qu'une Française moyenne !

Ces chiffres placent les départements picards, respectivement, au 82<sup>e</sup>, 101<sup>e</sup> et 102<sup>e</sup> rang, toujours sur 103 départements, ceux de Mayotte n'étant pas disponibles.

Cette espérance de vie plus courte résulte d'abord de la structure de la population picarde où les anciens ouvriers et employés sont plus nombreux, alors que les cadres sont plus rares. Or, ces catégories sociales, en raison de leurs conditions de travail, ont des durées de vie plus courtes. L'offre médicale insuffisante est la deuxième cause de ces décès prématurés en Picardie. Ainsi, la Picardie est la région où la densité médicale est la moins forte, cela s'accroissant au fil des départs en retraite du personnel médical.

Deux explications que les notables de la région ne souhaitent pas évoquer, préférant invoquer le « moindre recours » aux soins des habitants de la région, oubliant de souligner que, outre cette offre de soins plus faible, elle est, parfois, inaccessible pour des raisons financières, notamment pour les 15,9 % de Picards qui vivent sous le seuil de pauvreté !

## L'emploi toujours à la peine

L'emploi salarié a de nouveau stagné en Picardie au 3<sup>e</sup> trimestre 2019, alors qu'il progressait de 0,2 % dans le Nord-Pas-de-Calais et en France. Les effectifs étaient figés dans l'Aisne (0%), baissaient dans l'Oise (-0,2%) et progressaient dans la Somme (+0,3 %).

Sur un an, seul ce dernier département a un solde positif (+0,2%) alors que les deux autres enregistrent une baisse : -0,1 % dans l'Oise, -0,4 % dans l'Aisne. Au total, le recul dans la région est de -0,1 % tandis que la tendance est toute autre en Nord-Pas-de-Calais (+0,7%) et en France (+1,0%). Le pire, c'est que, hormis la construction (+0,7% sur un an) qui progresse mais loin des niveaux Nord-Pas-de-Calais (+1,9%) et France (+3,0%), tous les secteurs connaissent, en Picardie, une situation difficile : -0,1 % sur un an dans le tertiaire non marchand (les administrations), -0,9 % dans l'industrie, 0,0 % dans l'agriculture, +0,1 % dans le tertiaire marchand (notamment les services), qui, avec la construction, est celui qui est en plein développement (+1,0 % dans le Nord-Pas-de-Calais, +1,3 % en France).

Ainsi, même dans les secteurs où l'emploi progresse, la région est nettement en retrait. Au fil du temps, l'effet « Polarisation » du Nord et de sa métropole lilloise s'accroît donc, au point qu'elle prive la Picardie des activités en développement, notamment du tertiaire, pourtant déjà fortement sous-représenté dans la région.

## Baisse du chômage en Picardie en trompe-l'œil

En 2019, le nombre de demandeurs d'emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) a diminué de 4,2 %, soit 7640 personnes en moins. Mais, dans le même temps, le nombre de demandeurs non tenus de rechercher une emploi, (catégorie D), souvent en raison d'une formation, s'est accru de 20 %, soit 1690 inscrits en plus en un an ! Or, ce chiffre correspond à la baisse du nombre de demandeurs de moins de 25 ans (1600) des catégories A, B, et C ! Par conséquent, la diminution la plus importante du chômage en Picardie en 2019, celle des jeunes (-5,7%), ressemble bien à un tour de passe-passe, puisque la grande majorité des demandeurs d'emploi envoyés en stage sont des jeunes !

De plus, comme l'emploi salarié a, au mieux, stagné dans le même temps, la baisse des autres demandeurs d'emploi s'explique par un remplacement des personnes partant en retraite, allant travailler hors de la région (leur nombre progresse régulièrement) ou quittant définitivement la Picardie. Des motifs qui ne sont pas le signe d'une économie dynamique !

## Baisse des récoltes de bois

Les bois et forêts couvrent 17 % des surfaces de la Picardie, un taux de boisement inférieur à la moyenne nationale (30%), mais supérieur à celui des Hauts-de-France (13%), notamment grâce à l'Oise (22%) et l'Aisne (19%). Pourtant, cette richesse reste encore insuffisamment exploitée, sans doute parce que près des trois-quarts de ces surfaces appartiennent à des propriétaires privés.

Ainsi, la récolte de bois dans la région a diminué en 2018. Elle a atteint 938.000 m<sup>3</sup> de bois, quelle que soit son utilisation : bois d'œuvre (destiné au sciage et tranchage), bois d'industrie et bois énergie. Cela correspond à une baisse de 1,4 % par rapport à 2017, alors que la production s'accroît au plan national (+1,4%).

## Les embauches de cadres diminuent en Picardie

En 2019, 18 000 cadres ont été embauchés dans le secteur privé dans les Hauts-de-France, dont 3600 en Picardie. Cela représente une progression de 12 %, deux fois plus rapide qu'au plan national (+6%). 21 % de ces recrutements sont des créations de postes, les autres sont réalisées pour remplacer un départ (démission, licenciement ou retraite).

Toutefois, ce bilan n'est favorable que pour l'ex-région Nord-Pas-de-Calais, où la hausse de l'emploi des cadres en 2019 est de 16 % alors que celui-ci a diminué en Picardie de 2 % ! Certes, la Picardie a eu, de tout temps, une sous-représentation du personnel d'encadrement. Mais, même quand le contexte est favorable, son évolution est négative.

Deux raisons à cela. D'abord, c'est la conséquence de l'insuffisante implantation du secteur tertiaire, et notamment celui des services, en Picardie. Cela explique en particulier la stagnation démographique et économique de l'agglomération d'Amiens depuis 30 ans, qui a totalement loupé le mouvement d'expansion de ce domaine, pariant sur un créneau limité et demandant peu de main d'œuvre qualifiée : celui des centres d'appel et de la logistique.

Ce loupé est renforcé depuis trois ans par la perte du statut de capitale régionale d'Amiens, contribuant à réduire l'attractivité de la ville pour les cadres, que ce soit ceux du privé, qui viennent peu, ou du public qui quittent, volontairement ou forcés, la ville pour la métropole lilloise.

## Les premiers chiffres 2020 des décès en France

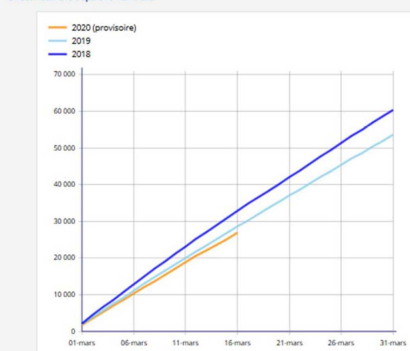
Ce ne sont que des données provisoires, mais les premiers chiffres de l'ensemble des décès en France, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 16 mars 2020, quelle qu'en soit la cause, ont été publiés par l'Insee le 27 mars. Ils permettent de tempérer la « bulle médiatique », organisée autour de la crise sanitaire actuelle par le gouvernement et la majorité des médias. Celle-ci vise surtout à créer un climat de peur autour des conséquences de l'épidémie de coronavirus, pour justifier des mesures économiques et sociales contestables et masquer les lacunes de notre système hospitalier et les responsabilités.

Pourtant, ces données montrent d'abord que les décès depuis le début de l'année 2020 ont été moins nombreux qu'en 2018 et 2019 sur la même période. Et l'Insee rappelle que les années précédentes ont été impactées par les décès dus à la grippe, dont on fait peu de cas à l'époque !

Ensuite, la surmortalité qui se manifeste déjà au cours des 15 premiers jours de mars 2020 met en évidence les départements où les foyers de coronavirus sont apparus en premier (Haut-Rhin, Oise, Corse-du-Sud, Vosges), mais également l'Aisne, qui n'a pas fait la Une de l'actualité.

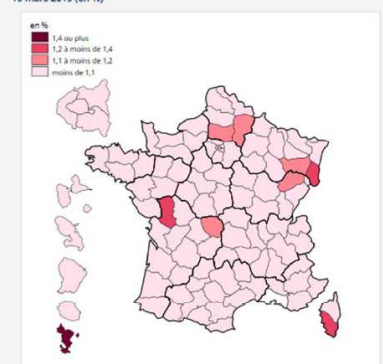
Malheureusement, le nombre de décès par le coronavirus va s'accroître dans les semaines à venir pour dépasser le niveau de la Chine, pourtant 19 fois plus peuplée que la France ! Mais ces premiers résultats montrent qu'il faut un peu de retenue, d'esprit critique, pour ne pas commenter à chaud un chiffre, sans en attendre d'autres pour confirmer ou infirmer l'analyse. Rappelons qu'il y a, sans épidémie, 610.000 morts par an en France en temps normal.

Nombre de décès en France au 16 mars  
Effectif cumulé depuis le 1er mars



Note : ensemble des décès, transmis par voie dématérialisée ou par voie papier par les mairies à l'Insee. Compte tenu des délais de transmission et de gestion, l'Insee publie les décès jusqu'au 16 mars. Ces données sont provisoires et seront actualisées chaque semaine.  
Champ : France  
Source : Insee, État civil

Nombre de décès du 1<sup>er</sup> au 16 mars 2020 rapporté au nombre de décès du 1<sup>er</sup> au 16 mars 2019 (en %)



Note : ensemble des décès, transmis par voie dématérialisée ou par voie papier par les mairies à l'Insee. Compte tenu des délais de transmission et de gestion, l'Insee publie les décès jusqu'au 16 mars. Ces données sont provisoires et seront actualisées chaque semaine.  
Lecture : dans le Haut-Rhin, le nombre de décès du 1<sup>er</sup> au 16 mars 2020 est en hausse de 38,1% par rapport au nombre de décès du 1<sup>er</sup> au 16 mars 2019.  
Champ : France par département  
Source : Insee, État civil